



Julien DENORMANDIE, secrétaire d'État
auprès du ministre de la Cohésion des
territoires

Paris, le jeudi 25 janvier 2018

Seul le prononcé fait foi

Discours de Julien DENORMANDIE

Cérémonie des vœux

Monsieur le Ministre, cher Jacques, Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France, préfet de Paris, Madame la Maire de Malakoff, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Je vous souhaite mes vœux les plus chaleureux à titre personnel et professionnel.

Alors les vœux, c'est vrai que c'est long et que cela peut occuper, sans y prendre garde, tout le mois de janvier. Je mesure donc l'effort, peut-être même la bravoure, dont témoigne votre présence ce matin.

Pour moi en tout cas, ce n'est pas un exercice habituel. C'est une première.

Il y a un an, j'étais avec Jacques, rue de l'Abbé Groult, au QG d'En Marche, dans le 15^{ème} arrondissement, en pleine campagne présidentielle au côté d'Emmanuel Macron.

Mon engagement vient d'une conviction profonde, c'est que le pays est trop souvent figé.

Je l'ai bien compris lors de la loi Macron. Beaucoup s'accordaient sur la pertinence de la mesure. Mais les parlementaires de droite nous disaient « je ne peux pas voter parce que cela vient d'un gouvernement de gauche ! » et ceux de gauche nous disaient « je ne peux pas voter parce c'est une mesure de droite ! ».

Et sur les marchés, dans les halls d'immeuble, lors de la Grande Marche en allant interroger 20 000 personnes ou encore en allant taper aux portes tous les samedis, j'ai aussi rencontré des personnes qui m'ont dit « je ne crois plus en mon destin, je ne crois plus en mes chances d'avoir accès au boulot pour lequel j'ai fait des études, de mener la vie dont j'ai envie. »

Ce que me disaient ces personnes, c'est qu'elles étaient assignées à résidence.

L'assignation à résidence, ce sont des quartiers prioritaires de la politique de la ville où on a trois à six fois moins de chance d'avoir un entretien d'embauche.

Des emplois qu'on refuse parce qu'on ne sait tout simplement pas comment s'y rendre.

Des villages où on ne peut pas téléphoner ou utiliser Internet.

Des territoires qui se vident parce qu'on ne sait pas renouveler leur appareil de production.

Le soir de la victoire du 2nd tour, Emmanuel Macron nous a dit : « nous n'avons rien gagné, nous avons juste gagné le droit de transformer le pays ».

Oui, le Président a raison. Ce qui s'est noué, lors de cette élection, c'est la promesse de transformer le pays.

2017, cela ne vous a pas échappé, a été l'année du choix.

2018 sera l'année de la transformation.

Cette transformation, c'est d'abord la cohésion de la nation. Ces termes résonnent avec d'autant plus de force pour Jacques et moi qui sommes en charge de la cohésion des territoires.

La cohésion, en son sens le plus simple et peut-être le plus beau, c'est ce qui fait « tenir ensemble ».

C'est elle qui donne à chacune et chacun les mêmes chances de réussir et de s'épanouir, indépendamment du lieu où on grandit, travaille ou habite.

Ce qui est en jeu, c'est l'équité territoriale : c'est-à-dire donner plus à ce qui ont moins.

Notre mission, avec Jacques, c'est donc de lutter, partout, contre les fractures territoriales.

Les territoires sont encore inégaux les uns par rapport aux autres, en milieu urbain, rural ou dans les outre-mer. La qualité de vie, les opportunités économiques,

l'accès à l'emploi, aux services et au numérique, ne sont pas les mêmes selon l'endroit où vous vivez.

Le numérique, justement, pour ne prendre qu'un exemple. 1 Français sur deux n'a pas accès au très haut débit.

Alors oui c'est vrai, il n'y a pas de Ministère du logement. Pas de Ministère de la ville. Pas de Ministère de l'aménagement du territoire.

Mais il y a mieux. Un ministère de la cohésion des territoires.

Nous avons décidé de réunir le logement, la ville, l'aménagement du territoire.

Réunir, ce n'est pas fusionner, ce n'est pas affaiblir, c'est assumer que ça marche mieux de manière transversale.

Nous avons une méthode qui repose sur trois piliers.

Le premier, c'est de partir des problèmes des Français.

C'est pour ça que nous consultons très régulièrement. Peut-être que ça ne vous surprend pas, car des consultations il y en a eu beaucoup.

Mais ce qui nous distingue, c'est que nous tenons compte des avis exprimés.

Nous présentons avec Jacques Mézard une loi logement en mars. Eh bien derrière cette loi, ce sont 2600 propositions, 25 000 citoyens et en ce moment, une conférence de consensus organisée au Sénat.

Jamais un gouvernement n'a fait autant fait preuve de transparence et de confiance.

Soyez assurés que cette méthode, c'est notre ADN, et que toujours, toujours, nous serons avec vous dans le dialogue. Le dialogue est notre marque de fabrique, surtout dans les moments les plus difficiles.

J'en sais personnellement quelque chose. On me déconseillait d'aller à Strasbourg au Congrès de l'Union sociale de l'Habitat et j'ai tenu à m'y rendre. Il était inconcevable pour moi de ne pas venir pour se parler franchement.

Le deuxième pilier, c'est notre volonté de faire les choses autrement.

Pas parce que faire différemment serait un objectif en soi mais parce que la pire des erreurs, trop souvent commise, est de penser qu'une politique inchangée peut produire des résultats différents. C'est faux.

Notre approche fait avancer les choses. Un exemple avec le numérique. Un accord

historique a été signé. Un accord qui avait été tellement de fois remis sous le tapis !

Nous avons fait autrement. Nous avons dit aux opérateurs « vous aurez vos licences uniquement si vous installez de nouvelles infrastructures ».

Vous le voyez, nous faisons précisément ce que nous avons dit que nous ferions pendant la campagne.

Tous les projets sur lesquels nous nous engageons, nous les porterons jusqu'au bout. Toujours dans le dialogue, je l'ai dit. Mais toujours avec détermination. Seuls les résultats nous importent.

Notre troisième pilier, c'est d'assumer qu'on n'a pas toutes les clefs et de travailler ensemble.

Trop souvent, on a pensé que les politiques publiques devaient reposer uniquement sur la puissance publique.

Nous pensons que les associations doivent être des acteurs de la politique publique. Il s'agit de les soutenir et non de les laisser agir là où l'Etat a failli. Je veux saluer leur rôle dans l'hébergement d'urgence où elles sont en première ligne.

C'est pour ça que nous avons lancé un accélérateur d'association, et je salue Christophe Itier qui a porté ce projet, pour faire changer d'échelle les associations.

Nous devons aussi travailler main dans la main avec les élus locaux. Je pense à la politique de la ville, pour laquelle le Président a décrété une mobilisation nationale, mais aussi à tous nos autres chantiers où leur rôle est indispensable.

C'est l'ingénieur des eaux et forêts qui vous parle : nous allons élaguer, défricher et replanter.

2018 sera une année exigeante car beaucoup de chantiers sont devant nous.

Pour les mener, notre boussole, c'est protéger, libérer, unir.

Protéger, c'est protéger les plus faibles et ceux qui en ont le plus besoin, avec l'hébergement d'urgence. C'est lutter contre les marchands de sommeil. C'est sauver les aides au logement.

Libérer, c'est simplifier le code de la construction et laisser plus de liberté aux acteurs pour atteindre leurs objectifs. C'est aussi accompagner les mutations incroyables de l'immobilier.

Unir, enfin, c'est faire en sorte que le hasard d'un lieu de naissance, un nom de famille, une adresse, ne soit pas une barrière de plus dans la vie, et souvent la barrière de trop.

Nous voulons que les habitants des quartiers populaires aient les mêmes droits que les autres. C'est pourquoi nous mettons en place les emplois-francs, dès cette année.

Vous savez, dans mon travail, j'ai une conviction : je ne crois pas à l'opposition entre les territoires. Certains en font commerce. Pas nous. Arrêtons d'opposer le monde rural et le monde urbain.

Je n'ignore rien des difficultés mais je sais que la France bouge. Toutes les semaines, je suis sur le terrain.

Je veux vous dire que vous pouvez compter sur nous. Nous sommes à vos côtés.

Ma détermination pour faire changer les choses est d'autant plus forte que nous avons fait une promesse aux Français et que je ne lâcherai rien pour pouvoir l'honorer.

Je veux remercier les agents de l'Etat, les parlementaires, les élus locaux, les associations, les acteurs économiques, qui sont pleinement mobilisés.

Nous agissons toujours avec notre méthode : partir des problèmes des Français, faire les choses autrement, travailler ensemble.

Nous le ferons ensemble, avec Jacques, et c'est pour moi un honneur et un plaisir d'agir à tes côtés. Nous passons beaucoup d'heures ensemble. Ce qui permet de développer des habitudes et une certaine forme d'intimité, très sincère et amicale.

Je lui laisse donc la parole.

A toutes et tous, je vous souhaite une très belle année !

Merci.

Retrouvez le discours en ligne

Contact presse : 01 44 49 85 65
www.cohesion-territoires.gouv.fr
[@Min_Territoires](https://twitter.com/Min_Territoires)

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI